

Actualité statutaire Avril – MAI 2013

Avertissement : Le respect du Code de la Propriété Intellectuelle ne permet pas au Centre de Gestion de reproduire ou de diffuser des photocopies des articles de presse dont les références sont données dans la rubrique « Revue de presse ».

Les textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, arrêtés ministériels) peuvent être consultés et téléchargés sur www.legifrance.fr, les circulaires ministérielles sur www.circulaires.gouv et les jurisprudences, pour certaines d'entre elles, sur www.legifrance.fr.

Le Mensuel – actualités statutaires du CIG GC :

- [N°216 – Avril 2013](#)
- [N°217 – Mai 2013](#)

Décrets:

- Décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux
- Décret n° 2013-263 du 27 mars 2013 portant échelonnement indiciaire applicable aux techniciens paramédicaux territoriaux
- Décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public
- Décret n°2013-339 du 22 avril 2013 fixant les modalités d'organisation du concours pour le recrutement des techniciens paramédicaux territoriaux
- Décret n° 2013-362 du 26 avril 2013 relatif aux conditions d'affiliation des élus locaux au régime général de la sécurité sociale

Circulaires ministérielles :

- [Cirulaire n° NOR RDFB1304895C du 4 mars 2013](#), Ministère de l'Intérieur, DGCL relative à la poursuite de la mise en œuvre de l'expérimentation de l'entretien professionnel dans la fonction publique territoriale
- [Cirulaire n°DGOS/RH3/DGCS/4B/2013121](#) du 20 mars 2013, Ministère des affaires sociales et de la santé relative à l'incidence des congés pour raison de santé sur le report des congés annuels des fonctionnaires hospitaliers
- [Cirulaire n°RDFF1309975C du 11 avril 2013](#), Direction générale des finances publiques relative au délai de la prescription extinctive concernant les créances résultant de paiements indus effectués par les services de l'Etat en matière de rémunération de leurs agents
- [Cirulaire interministérielle n°DSS/5B/DGCL/2013/193 du 14 mai 2013](#) relative à l'affiliation au régime général de la sécurité sociale des titulaires de mandats locaux ainsi qu'à l'assujettissement des indemnités de fonction qui leur sont versées

Jurisprudences:

- Contrat de recrutement irrégulier – Délai de retrait de quatre mois – [Conseil d'Etat, 21 novembre 2012, n°329903](#)

L'autorité territoriale peut légalement retirer par arrêté un contrat irrégulier dans le délai de quatre mois suivant sa signature. Aucune obligation de régularisation du contrat ne pèse sur l'employeur dans la mesure où la décision de retrait a été prise dans le délai de retrait de quatre mois.

- Renouvellement de contrat et période d'essai – [Conseil d'Etat, 26 novembre 2013, n°346245](#)
Une période d'essai ne peut valablement être stipulée dans un contrat de recrutement lorsque celui-ci est renouvelé à son expiration pour les mêmes fonctions.

- Inaptitude physique – Refus du reclassement et demande de licenciement de l'agent non titulaire – Illégalité de la décision de l'employeur de réaffecter d'office l'agent et de la décision de suspension du traitement – [Conseil d'Etat, 6 mars 2013, n°364475](#)

Un agent non titulaire, reconnu définitivement inapte, s'est vu proposé un reclassement qu'il a refusé tout en demandant son licenciement. Le juge des référés a considéré que la décision d'affectation d'office préjudicie de manière grave et immédiate à la situation de l'agent, car elle fait peser sur celui-ci une obligation de travailler malgré son refus de reclassement et sa demande de licenciement et qu'elle constitue le fondement de la suspension du traitement de l'agent.

- Délai de recours contre un acte remis en mains propres en cas de refus de signature – [Conseil d'Etat, 25 mars 2013, n°352586](#)
Le Conseil d'Etat a jugé que lorsque l'administration remet en mains propres un acte à son destinataire et que celui-ci refuse de le signer, le délai de recours contentieux court à compter de cette notification dès lors que l'acte comporte l'indication des voies et délais de recours et la mention selon laquelle le destinataire a refusé de signer.

Revue de presse :

- La durée du stage dans la fonction publique territoriale

Les IAJ de mars 2013

- Licenciement d'un agent non titulaire : durée du préavis

Les IAJ de mars 2013

- Comportement délibéré du fonctionnaire et imputabilité au service de l'accident

Les IAJ de mars 2013

- Le droit de retrait dans la fonction publique territoriale

Les IAJ – avril 2013

- Le droit individuel à la formation

Les IAJ – avril 2013

- Exclusion temporaire de fonctions et mutation (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} mars 2013, n° 361819)

Les IAJ – avril 2013

- Retrait d'un avancement d'échelon accordé par erreur (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 7 janvier 2013, n° 342062)

Les IAJ – avril 2013

- Le droit au report en cas de congé de maladie des agents

La gazette des communes du 1^{er} avril 2013

- Le nouveau cadre d'emplois des administrateurs territoriaux

La gazette des communes du 1^{er} avril 2013

- Les définitions et les régimes du temps de travail

La gazette des communes du 8 avril 2013

- Le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux en dix questions

La Gazette des communes du 22 avril 2013

- Les positions des fonctionnaires territoriaux en 10 questions

La Gazette des communes du 29 avril 2013

- Le nouveau cadre d'emplois des techniciens paramédicaux

La gazette des communes du 1^{er} mai 2013

- La gestion des agents contractuels territoriaux

La gazette des communes du 20 mai 2013

- Les conservateurs territoriaux des bibliothèques en 10 questions

La gazette des communes du 27 mai 2013

- La gestion des agents contractuels territoriaux en dix questions

La Gazette des communes du 20 mai 2013

Conseil supérieur de la fonction publique territoriale :

- Séance du 24 avril 2012
 - Création du 8^{ème} échelon au sommet de l'échelle 6 en remplacement de l'échelon spécial (avis favorable)
 - Formation continue obligatoire des directeurs de police municipale (avis favorable)
 - Bilans sociaux - modification de la liste des indicateurs (avis favorable)